



**APPRECIATION DU
DOLLAR AMERICAIN :
FACTEUR DE RISQUE
POUR L'ECONOMIE
TOGOLAISE**

**FINANCES PUBLIQUES
ET INVESTISSEMENTS**

**MAITRISE DE L'INFLATION SOUS LE SEUIL
COMMUNAUTAIRE DE 3%**

**LES DONNEES SUR LE COMMERCE EXTERIEUR
DU TOGO**

**UN RALENTISSEMENT DANS CERTAINS
SECTEURS**

**CHUTE DU
COURS DU
BARIL DE
PETROLE ET
EVOLUTION A
LA HAUSSE
DES PRIX DES
PRODUITS
ALIMENTAIRES
DE BASE**

Depuis la semaine dernière, l'éventualité d'une hausse des taux de la FED en juin ou juillet semble de nouveau relativement probable dans l'esprit des investisseurs. En cause : la publication d'un compte-rendu du FOMC (organe de la FED en charge de la politique monétaire) considéré comme favorable à une prochaine hausse des taux directeurs de la FED. Des commentaires allant dans le même sens avaient déjà été émis dans les jours précédents par certains membres du FOMC. Ce mouvement d'appréciation du dollar s'observe depuis le 4 mai. La parité, qui avait dépassé en séance 1,16 USD pour 1 EUR le 3 mai, était de retour à 1,12 USD pour 1 EUR lundi 23 mai. Le dollar s'est ainsi raffermi d'un peu plus de 3% en moins de trois semaines.

L'anticipation d'une hausse des taux de la FED rend en effet la monnaie américaine théoriquement plus attractive et fait grimper sa valeur sur le marché des changes. Surtout que le taux de la BCE est passé à 0,0% le 16 mars 2016.

Toutefois ce mouvement de raffermissement du dollar pourrait néanmoins n'être que passager.

Selon les autorités Togolaises, le risque le plus grave est l'appréciation persistante du dollar, à cause de ses répercussions sur le service de la dette et le prix des importations, en particulier de biens d'équipement ou intermédiaires pour les projets d'infrastructures.

Les finances publiques enregistrent une augmentation des recettes de l'Etat et des dépenses courantes respectivement de 2,2% et 23,8% en variation mensuelle faisant passer le solde courant de -3,32 milliards de FCFA en février 2016 à -13,22 milliards de FCFA à fin mars 2016. En glissement annuel, ces deux agrégats ont progressé respectivement de 11,9% et 12,7%. Les dépenses courantes de l'Etat restent tout de même élevées.

Le Fonds monétaire international (FMI) indique que le Togo court un risque accru d'accumulation de dette publique.

L'évolution du marché des crédits, a été marquée en fin 2015, par une hausse du crédit à l'économie et une baisse des taux d'intérêt débiteurs. En effet, le volume moyen de crédits bancaires passerait de 762.6 milliards en fin décembre 2014 à 874.84 milliards un an plus tard, soit une hausse de 14,71%.

Selon la maturité, les crédits à moyen et long, termes ont faiblement évolué et représenteraient 50.4% des crédits accordés en 2015 contre 48.79% un an plus tôt. Par contre les crédits de campagnes seraient multipliés par 3 (trois) en s'établissant à 150 millions en 2015, contre 51 millions en 2014 selon les statistiques de la BCEAO.

Le degré d'intermédiation, mesuré par la structure par échéances des prêts de leur diversification sectorielle, reste limité. Le portefeuille de crédits des banques couvre essentiellement certaines grandes et moyennes entreprises engagées dans le commerce de bétail, les travaux publics ou les transports. Les secteurs à fort potentiel

de croissance et de création d'emplois comme l'agriculture, l'industrie et les transports sont très faiblement financés.

Les données sur les conditions de banques ont laissé apparaître un taux moyen débiteur de 12,96% avec un taux minimum de 10% et un taux maximum de 15%. Le taux moyen de rémunération des dépôts de la clientèle est ressorti à 3,48% contre 4,96% dans l'UEMOA.

La masse monétaire a régressé de 3,1% par rapport à fin décembre 2015. Ses contreparties, les avoirs extérieurs nets et le crédit intérieur, se sont repliés respectivement de 0,2% et 7,7% par rapport à fin décembre 2015. La baisse du crédit intérieur est imputable au recul des crédits à l'économie de 3,5% et à l'amélioration de la position nette du gouvernement de 41,7%.

HYDROCARBURES-TARIFICATION

Au second trimestre 2016, le prix du pétrole brut est reparti à la hausse après un début d'année marqué par des prix historiquement très bas. Les prix du litre de super sans plomb et du gasoil ont diminué respectivement de 4,2% et de 13,8% pour s'établir à 452 FCFA et 455FCFA.

MAITRISE DE L'INFLATION SOUS LE SEUIL COMMUNAUTAIRE DE 3%.

Pour ce qui est de l'inflation, c'est-à-dire l'augmentation généralisée des prix à la consommation, la BCE, la BCEAO et la BEAC remplissent plutôt bien cette mission puisque les taux d'inflation des zones Euro et CFA restent contenus en dessous de 3%.

En 2015, le taux d'inflation est ressorti en glissement annuel à 1.3% dans l'union contre 1.8% au Togo.

Le niveau général des prix au Togo mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) est en légère hausse de 1,7% par rapport à l'année précédente, tiré essentiellement par les prix des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisés » (+0,5%), « santé» (0,4%+) et «transport» (+0,1%).

Toute fois on constate une légère baisse de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation au premier trimestre de 2016, imputable principalement à la baisse des prix des fonctions «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (-1,7%), «Meuble et Articles Ménagers» (-1,1%), «Articles d'habillement et chaussures» (-2,3%) et «Transports» (-0,1%).

LES DONNEES SUR LE COMMERCE EXTERIEUR DU TOGO

Au sein de l'UEMOA, le Togo occuperait le dernier rang en matière de commerce extérieur avec une part de 5.7% du total des exportations de l'ensemble des pays de l'union.

Les échanges commerciaux du Togo avec le reste du monde sont marqués par une hausse significative des exportations et des importations. En 2015, les exportations du Togo ont progressé de +12,9% par rapport à l'année passée en atteignant 397,35 milliards de FCFA. Les importations du pays, quant à elles, progressent de 17.69% par rapport à l'année précédente, s'établissant à 1026,3 milliards de FCFA. Ce qui donne un taux de couverture de 38,7%.

UN RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE SUB-SAHARIENNE

Dans le dernier rapport du FMI, les prévisions de la croissance économique de l'Afrique sub-saharienne sont estimées à 2,5% pour 2016, en baisse de 0,5% par rapport à l'année dernière. Cette baisse s'explique globalement par les prix faibles des matières premières, le durcissement des conditions financières mondiales et les sécheresses dans la région.

La croissance du Ghana devrait atteindre un taux de 5,2% grâce à l'amélioration du sentiment des investisseurs, des nouveaux champs pétroliers et d'un meilleur accès à l'énergie électrique.

La croissance du Togo devrait s'établir autour de 6% soutenue par la poursuite des investissements publics et un secteur primaire en pleine mutation.

La Côte d'Ivoire (8,5%) et le Kenya (5,9%) devraient continuer à connaître une croissance solide boostée par les investissements en cours et la production agricole.

La croissance en Zambie devrait rester terne (3,4%) à cause des prix bas du cuivre et des coupures d'électricité.

Le Nigeria devrait afficher une croissance de 0,8%, soit 3,8 points de pourcentage de moins que lors des prévisions de janvier, car les restrictions sur les opérations de change, les pénuries de carburant et la faible production pétrolière pèsent sur l'activité économique, aggravant les effets des prix du pétrole bas.

L'Afrique du Sud ralentit à 0,6%, car la faible confiance des entreprises et les tensions politiques ralentissent la croissance des investissements, et le chômage élevé et

la politique monétaire serrée limitent la consommation privée.

L'Angola devrait afficher une croissance de 0,9 % à cause des prix du pétrole bas, d'un climat d'investissement faible et de l'inflation en hausse.

La croissance devrait rester forte au Rwanda (6,8 %) et en Tanzanie (7,2 %) car elle y est soutenue par la demande intérieure.